

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir)

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC250572 - VAT20250412
Code AIOT : 0010007825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir) implanté Rue de Montflube 28320 Bailleau-Armenonville. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir)
- Rue de Montflube 28320 Bailleau-Armenonville
- Code AIOT : 0010007825
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de stockage de céréales exploité par la SCAEL à Bailleau-Armenonville est soumis à autorisation pour la rubrique ICPE n° 2160.
Son exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/01/2009.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des installations et des travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
3	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
6	Vérifications des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	30 jours
7	Entretien des moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 16/01/2009, article 26	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	7 jours
8	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	30 jours
9	Acessibilité du site	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 11	Demande d'action corrective	30 jours
10	Poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des installations et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
4	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
5	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : <u>Constat du 16/09/2025</u> L'inspection a constaté que l'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. L'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation. Tous les opérateurs reçoivent une formation dénommée "incendie explosion poussières". Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans, et chaque année, avant la collecte de l'été, notamment pour les personnels saisonniers. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté et transmis par mail le jour du contrôle, les attestations de formation pour le responsable du site. Le responsable de site a notamment reçu les formations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- formation dénommée "prévention risques incendie explosion poussières (IEP)" réalisée le mardi 3 décembre 2024- formation dénommée "Équipier de 1ère intervention 1/2 journée" réalisée le 05 janvier 2024. Par ailleurs, le responsable silo est titulaire d'un certificat individuel professionnel produits phytopharmaceutiques pour la mise en vente et la vente de produits phytopharmaceutiques (MVPP) délivré le 07/12/2022, par le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt CENTRE VAL DE LOIRE, valable jusqu'au 05/05/2028. Conclusion : pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des installations et des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
--

Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : <u>Constat du 16/09/2025</u> La procédure d'exploitation en marche normale est tenue à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Les consignes de sécurité sont tenues à jour mais elles ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Cette procédure et ces consignes sont également mises à la disposition des personnels sur l'Intranet. En l'absence d'alimentation électrique, les personnels n'ont pas accès à l'Intranet. C'est pourquoi, l'inspection invite l'exploitant à mettre à disposition les procédures disponibles au format papier. En effet, en phase accidentelle, les personnels du site doivent avoir accès facilement et rapidement aux procédures d'intervention d'urgence. Conclusion: L'accessibilité aux différentes procédures du groupe SCAEL n'est pas garantie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au Point de Contrôle (PdC) n°2. L'accessibilité aux différentes procédures du groupe SCAEL est à améliorer. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : <u>Constat du 16/09/2025</u> Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 12 septembre 2025, au profit de la société

<p>SERM, pour des travaux de découpe et de meulage dans le silo A n'appelle pas d'observation.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence d'une entreprise qui réalisait des travaux générant des points chauds, sans permis de feu préalable : coupe de tôles sur la passerelle extérieure située entre les silos B et D alors qu'un transporteur à chaînes est situé à proximité</p> <p>Constat : L'inspection a constaté la présence de travaux utilisant des points chauds sans permis de feu préalable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Système de dépoussiérage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 16/09/2025</u></p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.</p> <p>Conclusion : pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Transporteurs à bande

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des risques d'explosion et d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p>

Constat du 16/09/2025

Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur d'ensilage du silo B. L'inspection a constaté sur la bande du transporteur un marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en **annexe 1** du présent rapport.

Conclusion : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Autre, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Constat du 16/09/2025

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le jour de l'inspection les rapports suivants relatifs à la vérification de ses installations électriques au titre de l'année 2024 :

- rapport DEKRA référencé 035738492401R001 du 07 novembre 2024 relatif à la vérification des installations électriques du 30 et 31 octobre 2024 au titre du Code du travail fait état de l'absence de vérification :
 - des éléments internes des cellules haute tension du client en l'absence de personnel habilité,
 - des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination),
 - de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité,
 - de plusieurs moteurs, faute d'accès.

Ce rapport fait état de 9 non conformités :

- manœuvre de coupure incomplète suite au refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis,
- extincteur inadapté aux tensions mises en œuvre dans ou à proximité du local (poste haute tension, silo A, 1er étage),

- absence de verrouillage de coordination au niveau du disjoncteur général BT (silo A),
- conducteurs de protection (PE) raccordés sur la même borne au niveau du coffret électrique de circuits terminaux (rez-de-chaussée du silo A)
- absence de liaison équipotentielle supplémentaire (LES) sur la porte du coffret électrique de circuits terminaux (entrée du silo A),
- appareil d'éclairage fixe avec présence de dégradations mécaniques, au dessus du coffret A14 (sous-sol du silo D),
- appareil d'éclairage fixe avec présence de dégradations mécaniques, (escalier du silo D),
- humidimètre non relié à la terre (bâtiment bureau-basculer),
- présence de dégradations mécaniques sur la prise de courant ondulé (bâtiment bureau-basculer).

- rapport de levée de non-conformités électriques réalisé le 08 avril 2025 par la SAS GOJARD située au 15 rue Jean Monnet à Fontenay-sur-Eure. Ce rapport fait état de la levée de 6 non-conformités. **Les non-conformités n°1, 2 et 8 ne sont pas levées. La non-conformité n°3 est en cours de résolution**

Conclusion :

Les installations électriques n'ont pas pu être vérifiées dans leur intégralité.

Plusieurs non-conformités relevées dans le rapport DEKRA référencé 035738492401R001 du 07 novembre 2024 n'ont pas été levées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Entretien des moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2009, article 26

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre les incendies

Prescription contrôlée :

[...]

"Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche."

[...]

Constats :

Constat du 16/09/2025

Sur site, l'inspection constate la présence de nombreuses branches obstruant l'entrée de la

réserve d'eau incendie. Les abords du bassin sont envahis par la végétation (arbustes et végétaux herbacés). Ce défaut d'entretien a pour conséquence des possibles difficultés d'accès des secours incendie à la réserve ainsi que des risques de dégradations de la bâche.
Cette non-conformité a déjà été relevée lors d'une précédente inspection.

Conclusion : La réserve d'eau incendie de 180 m³ n'est pas correctement entretenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'état des installations

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Constat du 16/09/2029

Sur site, l'inspection a observé la présence de végétation (arbres, plantes grimpantes et arbustes) à plusieurs endroits le long ou à proximité des parois du silo. La présence envahissante de cette végétation ne permet pas de visualiser l'état des installations situées directement sous son couvert, dans le cadre de la surveillance du vieillissement des structures du silo.

Conclusion : Les abords du silo ne sont pas correctement entretenus. L'exploitant n'est donc pas en mesure de prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Accessibilité du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 11
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture , panneaux d'interdiction de pénétrer, bâtiments fermés à clé hors période de travail, etc.) [...]
Constats : <u>Constat du 16/09/2025</u> L'exploitant indique que le site n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie, notamment les bâtiments où sont stockés les engrais (au nord-est du site). Conclusion : En l'absence de clôture sur la partie nord-est du site, des personnes non autorisées peuvent avoir accès librement au site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des silos
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent

présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Constat du 16/09/2025

L'inspection des installations classées a observé une présence excessive de poussières au niveau de l'ensemble des étages du silo B.

Une épaisseur de poussières, d'une hauteur de l'ordre de 2 centimètres était présente dans l'ensemble de la galerie sur cellules. Les tambours de commande motorisés ainsi que les moteurs étaient couverts de poussières.

Ce constat inacceptable traduit l'absence de mise en œuvre, à une fréquence adaptée, d'opérations de nettoyage durant plusieurs semaines. La limitation des émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion, ne peut être obtenue sans une sensibilisation du personnel aux risques présentés par les poussières. De plus, une organisation de l'exploitation prenant en compte cet aspect (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) est à mettre en place. Les procédures de nettoyage mises en place doivent donc préciser les fréquences de passage dans les installations et les consignes de nettoyage, et faire référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement. Et lors des phases d'exploitation intensives des installations (moissons...), des consignes particulières peuvent être prévues au sein de ces procédures pour accroître cette fréquence de nettoyage. Ces paramètres peuvent faire varier le niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques.

Conclusion : L'inspection a constaté une présence excessive de poussière au niveau de tous les étages du silo B.

Outre cet aspect, il appartient à l'exploitant d'étudier la mise en œuvre de mesures pérennes de limitation de l'empoussièrement lors des phases d'exploitation du silo B : ce peut être par exemple la mise en place d'un capotage, dans la mesure du possible, des transporteurs à bande d'ensilage existants, ou leur remplacement par des transporteurs à chaîne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°10.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 7 jours